

<http://www.pressegauche.org/Deficit-de-credibilite>



# Déficit de crédibilité

- Politique québécoise - Débats -



Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2018

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Ces temps-ci, Jean-François Lisée se lamente que Québec solidaire gruge au Parti québécois de précieux votes. Et en effet, le petit parti de gauche va chercher 14% d'intentions de vote selon le dernier sondage ; le Parti québécois seulement 21%, ce qui le place à la limite de la « survie » parlementaire. Si une bonne partie des électeurs et électrices solidaires changeaient d'idée et reportaient leur vote sur le PQ, celui-ci regagnerait alors la « ligue majeure » qui se situe au-dessus de la barre des 30%.**

Divers commentateurs dans les médias reprochent à Québec solidaire, outre le supposé « irréalisme » de son cadre financier, le fait de diviser le vote progressiste et indépendantiste, ce qui est vrai.

Mais la direction péquiste actuelle ne peut blâmer qu'elle-même pour la situation difficile où patauge son parti. Le récent « virage à gauche » de Lisée sent l'opportunisme à plein nez, il ne trompe personne. Si le passé est garant de l'avenir... Depuis le début des années 1980, les directions péquistes successives ont pratiqué sans vergogne des politiques financières et sociales restrictives, dissimulées sous un discours social-démocrate de façade.

Après tout, Jean-François Lisée est lui-même un ancien ministre péquiste : il fut tout d'abord conseiller stratégique sous les gouvernements Parizeau pour préparer le référendum (raté) de 1995 et Bouchard, avant de devenir ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur sous l'éphémère gouvernement de Pauline Marois en 2013. Par le fait même, il a été solidaire des politiques restrictives de ces gouvernements, qu'il le veuille ou non.

On doit faire remarquer aussi que François Legault, le chef de la Coalition Avenir Québec est lui aussi un ex ministre péquiste, celui de l'Éducation sous le gouvernement Bouchard à la fin de la décennie 1990 et aussi par la même occasion vice-président du Conseil du trésor, puis ministre de la Santé sous le premier ministre Bernard Landry. Il faisait partie des éléments conservateurs du parti.

Tant qu'à faire, on doit mentionner que Lucien Bouchard est un ancien ministre conservateur fédéral dans le gouvernement de Brian Mulroney avant de devenir chef du Bloc québécois, qu'il a fondé.

Dans tout ceci, il n'y a rien pour convaincre la gauche de se rallier au Parti québécois ni pour ajouter foi à son récent recentrage « gauchiste ».

Les partisan-ne-s et sympathisant-e-s péquistes soutiennent que la compétition électorale solidaires-péquistes favorise le Parti libéral, susceptible alors de se glisser entre les trois autres formations politiques : le Parti québécois, la Coalition Avenir Québec et Québec solidaire. En particulier dans la région montréalaise et un peu à Québec aussi, Québec solidaire pourrait enlever des comtés au Parti québécois, à son propre profit ou à celui des libéraux.

Mais même si ceux-ci étaient reportés au pouvoir le 30 octobre prochain, où serait le désastre ? Après tout, les directions des trois principaux partis partagent des orientations fiscales, financières et sociales assez semblables. Seule la question constitutionnelle les divise vraiment. Et encore, Jean-François Lisée prend-il la précaution de préciser là-dessus qu'un éventuel gouvernement péquiste ne tiendrait aucun référendum durant son premier mandat.

Même si le Parti québécois sortait victorieux du scrutin imminent, il apparaît fort improbable de le voir appliquer des politiques de gauche sur les plans social et économique, en dépit des assurances données par Lisée. Il trouverait sans doute des prétextes pour les diluer.

## Déficit de crédibilité

---

C'est une partie du scénario que Jacques Parizeau a retenu pour le référendum de 1995, formulant de belles promesses d'équité sociale durant la période pré-référendaire, que l'accession du Québec à la souveraineté rendrait possibles. Mais après la défaite du OUI en octobre, (qui a provoqué sa démission) son successeur Lucien Bouchard a balancé par dessus bord les engagements de son prédécesseur au profit de l'objectif forcené du déficit zéro. Pour ce faire, il a utilisé une tactique éprouvée, prétendant avoir constaté après un examen minutieux des dossiers de l'ancien gouvernement libéral de Robert Bourassa d'inquiétantes faiblesses financières et administratives qui allaient obliger le nouveau gouvernement à laisser tomber les promesses redistributives de Parizeau. Selon Bouchard, des finances publiques équilibrées allaient redonner confiance aux Québécois-e-s envers l'indépendance. Le signal était donc donné pour quatre années supplémentaires de compressions budgétaires...

En conclusion, ce qui nuit le plus au Parti québécois présentement réside moins dans la division du vote de gauche (par ailleurs très réelle) que dans la duplicité dont les directions péquistes passées ont fait preuve, une attitude qui a ouvert la voie à la fondation de Québec solidaire.

Le virage à gauche du Parti québécois vient trop tard pour qu'on y prête foi.

Jean-François Delisle